



Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 30 avril 2020  
(OR. en)**

**7575/20**

**COAFR 118  
CFSP/PESC 322  
COHAFA 18  
COHOM 34  
DEVGEN 48**

## **RÉSULTATS DES TRAVAUX**

---

Origine: Secrétariat général du Conseil  
Destinataire: délégations  
Objet: Soudan du Sud  
- Conclusions du Conseil (30 avril 2020)

---

Les délégations trouveront en annexe les conclusions du Conseil sur le Soudan du Sud, adoptées par procédure écrite le 30 avril 2020.

## Conclusions du Conseil sur le Soudan du Sud

1. L'UE se félicite de la formation du gouvernement d'union nationale de transition revitalisé, qui constitue une étape essentielle sur la voie d'une paix pérenne et d'un développement inclusif et durable au Soudan du Sud. La tenue d'élections générales à la fin de la période de transition constituera une nouvelle étape vers la stabilité. Le nouveau gouvernement d'union devra faire preuve d'un esprit de collaboration solide et sincère afin d'assurer la sécurité et la stabilisation, de promouvoir la réconciliation et la justice, toutes deux indispensables, et de fournir des services essentiels de base à la population du Soudan du Sud. À cet égard, la désignation rapide des gouverneurs des États et des gouvernements locaux sera un élément important.
2. L'UE salue la mobilisation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de ses États membres ainsi que de l'Union africaine (UA), qui a été essentielle dans le cadre du processus politique ayant conduit à la formation du gouvernement d'union nationale de transition revitalisé et qui restera importante pour soutenir la mise en œuvre pleine et entière de l'accord de paix.
3. Il est impératif que l'accord de cessation des hostilités signé en décembre 2017 soit pleinement respecté. Dans ce contexte, l'UE soutient le processus mené sous l'égide de la communauté de Sant'Egidio visant à créer un environnement propice au dialogue et à assurer le caractère inclusif du processus de paix en y associant des parties non signataires. Le respect des dispositions en matière de sécurité, y compris l'unification ou la démobilisation de l'ensemble des anciens combattants, doit avoir pour objectif principal d'assurer la sécurité et la sûreté de tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance politique ou ethnique. L'UE se félicite que les parties au gouvernement d'union nationale de transition revitalisé aient signé le plan d'action global visant à faire cesser et à prévenir toutes les violations graves contre les enfants, et attend avec intérêt sa mise en œuvre rapide. L'UE demande au Conseil de sécurité des Nations unies de renouveler l'embargo sur les armes et insiste sur la nécessité de le faire respecter.

4. Un processus inclusif en vue de l'élaboration d'une constitution ainsi que la préparation d'élections libres et crédibles sont des éléments essentiels pour renforcer la démocratie et la bonne gouvernance. Il est nécessaire de garantir un espace démocratique et civique, et les journalistes, les autres professionnels des médias, la société civile et les défenseurs des droits de l'homme doivent pouvoir exercer leurs activités librement, y compris en participant au débat public. Il est essentiel de veiller également à ce que la jeunesse, qui a joué un rôle important dans le processus de paix, dispose d'un espace politique.
5. Il est indispensable que les femmes participent effectivement au processus global de paix et d'élaboration d'une constitution. L'UE salue la nomination de femmes à la tête de plusieurs portefeuilles ministériels clés et engage le gouvernement à veiller à ce que la part des femmes à tous les niveaux de pouvoir s'élève à au moins 35 %, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de paix. La prise en compte des questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes politiques, économiques et sociales sera déterminante pour la réussite de l'accord de paix.
6. Plus de la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire grave et les deux tiers de la population ont besoin de toute urgence d'une aide humanitaire fondée sur des principes. Les essaims de criquets pèlerins représentent une menace supplémentaire pour la population. Le gouvernement doit assurer la sécurité et la sûreté des travailleurs humanitaires ainsi qu'un accès humanitaire sans entrave à l'ensemble du pays, et il doit créer les conditions nécessaires à un retour volontaire, sûr, durable et dans la dignité des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le budget national alloué à la fourniture de services de base, notamment en matière de santé et d'éducation, devrait être revu à la hausse.
7. Le nouveau gouvernement devrait faire preuve d'une responsabilité et d'une transparence accrues, lutter contre la corruption et respecter les normes financières internationales, afin d'engager le Soudan du Sud sur la voie d'une paix et d'un développement durables et inclusifs. L'accord de paix expose les réformes financières et économiques qui doivent être menées, ainsi que leur calendrier de mise en œuvre. Une vérification indépendante est par ailleurs nécessaire pour obtenir la confiance de la population et des partenaires internationaux.

8. Il faut mettre un terme aux violations généralisées des droits de l'homme et à la culture de l'impunité. L'UE se tient prête à adopter de nouvelles mesures restrictives si ces phénomènes perdurent ou s'il est porté atteinte au processus de paix. Les auteurs de violences sexuelles et sexistes liées au conflit doivent répondre de leurs actes. L'UE soutient sans réserve la mise en place d'institutions de justice transitionnelle et demande instamment au gouvernement d'établir les mécanismes prévus par l'accord de paix, notamment en vue de jouer un rôle moteur dans la mise en place du tribunal mixte pour le Soudan du Sud. La participation de l'UA à l'appui de ces efforts reste essentielle.
  
9. L'UE est résolue à continuer de soutenir la population du Soudan du Sud dans sa quête de paix et de prospérité. L'UE a conscience du calendrier ambitieux prévu pour la mise en œuvre des chapitres de l'accord de paix. Pour atteindre cet objectif, l'UE encourage le gouvernement à élaborer un cadre global de responsabilité mutuelle pour la coopération future avec les partenaires internationaux, qui établit un lien entre paix, sécurité, justice et services de base. À cet égard, l'UE se tient prête à renforcer son soutien au gouvernement d'union nationale de transition revitalisé lorsque des résultats politiques réels et concrets auront été obtenus.
  
10. L'actuelle pandémie de COVID-19 risque d'avoir des conséquences humanitaires et économiques considérables, susceptibles de menacer la stabilité nouvellement trouvée. Le gouvernement d'union nationale de transition revitalisé a pris un certain nombre de mesures préventives; il est essentiel de maintenir un équilibre en veillant, d'une part, à réduire la menace qui pèse sur la santé publique et, d'autre part, à permettre à la population de subvenir à ses besoins. La coopération avec l'Organisation mondiale de la santé, les Nations unies, l'Union africaine, les centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) et d'autres entités régionales est saluée. L'UE réaffirme sa solidarité avec la population du Soudan du Sud et soutient les efforts qui sont actuellement déployés, y compris le travail mené sans relâche par les travailleurs humanitaires.